

Forum de participation des ONG
42^{ème} session de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples

Cérémonie de clôture

Intervention de la présidente de la FIDH, Madame Souhayr Belhassen

Chers amis,

L'heure de la clôture, c'est l'heure de la séparation prochaine, c'est l'heure des premiers bilans.

Les mots qui me viennent à l'esprit pour qualifier nos travaux ? :

- échanges d'information
- appropriation de problématiques et de techniques
- connaissance mutuelle et surtout enrichissement mutuel
- interaction, entre nous ONG, mais aussi, il faut le souligner, avec les Commissaires qui nous ont fait l'honneur et le plaisir de suivre et même de s'impliquer à fond dans nos travaux !

Quelle fertilité que notre Forum ! Des résolutions qui reflètent dûment nos préoccupations sur des sujets graves et difficiles ; et qui adressent à la Commission africaine des préconisations fortes et réalistes à la fois.

Quelle fertilité des discussions en plénière, mais aussi dans ces nombreuses conférences parallèles : sur les peuples indigènes, sur les droits des femmes, sur le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies ; ou encore, demain, sur les disparitions forcées.

L'impact de cette nouvelle édition ne sera vraiment mesuré qu'à l'aune de l'écho que la Commission donnera à nos recommandations. Mais nous savons à cet égard combien nous pouvons être confiants. Et surtout nous réjouissons du succès de notre Forum. Ce succès est le fruit de l'implication de toutes et de tous. Il doit beaucoup à l'extraordinaire énergie du Centre africain et de sa directrice, notre sœur Anna Forster. Je souhaite lui adresser, avec vous, les plus sincères remerciements de la FIDH.

A l'aube de la 42^{ème} session de la Commission, réitérons à celle-ci la force de nos attentes à son égard. Et souhaitons lui, surtout, avec son entrée dans l'âge adulte un très bon anniversaire ! Nous devons tous, nous ONG africaines et internationales, soutenir la commission pour qu'on puisse lui garantir les moyens, notamment financiers, afin qu'elle puisse poursuivre sa mission de promotion et de protection des droits de l'Homme.

J'en terminerai cependant en vous rappelant une échéance qui nous paraissait essentielle : la commémoration, demain, à 12h30, du massacre du Beach de Brazzaville ; ce massacre resté à ce jour impuni ; les familles des victimes sont venues à notre Forum, elles attendent de notre part un signe de solidarité, nous nous devons de le leur adresser.

Le Préfet de Brazzaville nous avait informés ce matin qu'il autorisait la manifestation publique pacifique de commémoration. Mais nous venons de voir notifier l'interdiction de notre manifestation, par arrêté ministériel signé du Ministre de l'Intérieur le Général Paul MBOT ! Le motif de cette interdiction ? Risque de trouble grave à l'ordre public ! Quel compliment vous est ainsi fait, Mesdames et Messieurs les membres de la Commission africaine ainsi qu'à nous militants des ONG participantes ! Sachons-le : vous incarnez, nous incarnons, les familles des victimes du massacre du Beach de Brazzaville incarnent, la menace grave à l'ordre public à Brazzaville !

Quelle message extraordinairement décevant pour ces familles, mais aussi pour nous, et enfin pour la Commission africaine, que cette

interdiction de commémorer pacifiquement, et ce à la veille de l'ouverture de la Commission ! Et une interdiction notifiée par l'Hôte lui-même de la Commission africaine !

Plutôt que de garantir les libertés, baillonner les libertés ! Quel symbole pour le Congo Brazzaville !

Dans ces conditions, je vous réitère donc avec insistance notre invitation à assister demain à dix heures, à la conférence sur les disparitions forcées, que nous organisons avec notre partenaire l'Observatoire congolais des droits de l'Homme au Palais du parlement.

Les familles des victimes du massacre du Beach seront présentes.

Par ce déplacement, les participants à notre Forum, les ONG, les commissaires, manifesteront l'attention prioritaire qu'ils entendent apporter aux victimes et aux acteurs locaux. Nous devons par ce geste les aider à surmonter l'isolement et la stigmatisation dont elles sont victimes encore aujourd'hui ! Nous devons acter que la tenue, à Brazzaville, de la 42^{ème} session de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples, ne consolidera pas, par notre silence, le déni de droits, la chape de plomb et d'impunité dont souffrent déjà chaque jour des populations martyrisées.

Je vous dis merci !

Je vous dis à demain !

Souhayr Belhassen
Brazzaville, 12 novembre 2007